

## Les entreprises suisses investissent davantage en Europe centrale et orientale depuis la crise financière

Depuis la levée du «rideau de fer» il y a 25 ans, les entreprises suisses n'ont cessé d'étendre leurs activités en Europe centrale et orientale. Entre 1993 et 2012, leurs stocks d'investissements directs dans la région a été multiplié par 69 et le nombre de leurs employés sur place par plus de huit. L'analyse chronologique montre que les investisseurs suisses ont nettement renforcé leur présence sur ces marchés après la crise économique et financière de 2008–2009. En comparaison avec l'Allemagne et l'Autriche, ils continuent néanmoins de jouer un rôle mineur pour les entreprises helvétiques.



Ces dernières années, les entreprises suisses ont nettement augmenté leurs investissements directs dans les vingt États d'Europe centrale et orientale.

Source: La Vie économique

L'actuelle crise ukrainienne a ramené sur le devant de la scène géopolitique et économique les vingt pays d'Europe centrale et orientale, qui faisaient autrefois partie du bloc soviétique. Du fait qu'ils ont conservé des relations économiques souvent étroites avec la Russie, ces États subissent les répercussions des sanctions économiques occidentales et des contre-sanctions prises par

Moscou. La situation politique tendue dans l'est de l'Europe suscite une certaine inquiétude chez les investisseurs étrangers et les amène à reconsidérer leurs engagements. Depuis plusieurs mois, la Russie enregistre ainsi des sorties massives de capitaux. Dans ce contexte, il est intéressant de voir comment les investissements directs suisses en Europe centrale et orientale ont évolué durant les deux décennies écoulées et quelle importance revêt cette région pour notre pays, en comparaison avec l'Allemagne et l'Autriche.



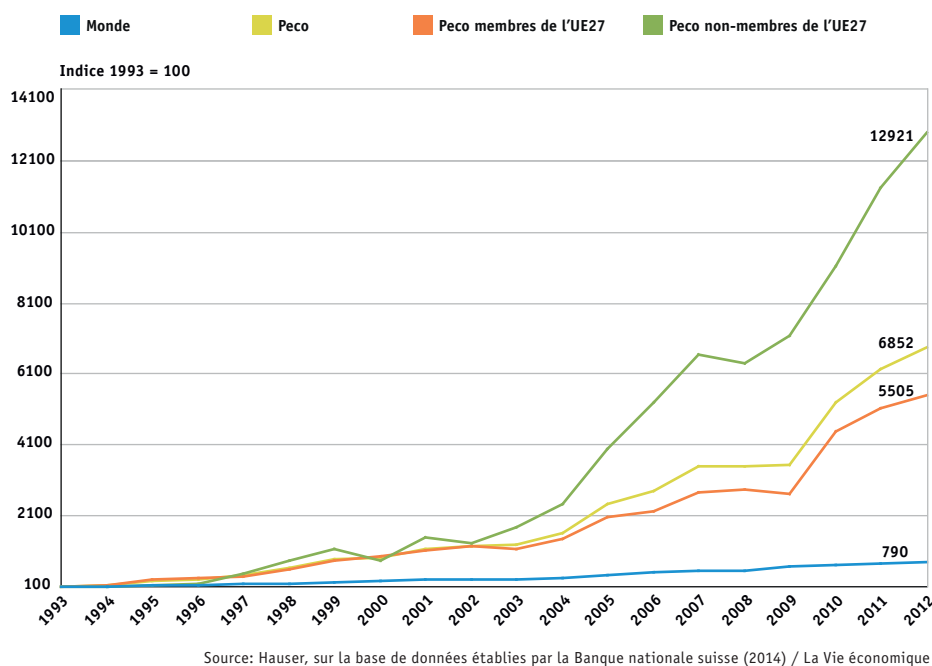
**P<sup>r</sup> Christian Hauser**  
Professeur de gestion d'entreprise générale et de management international à l'Institut suisse pour l'entrepreneuriat de la Haute école de technique et d'économie (HTW) de Coire

### Les investissements directs aident à conquérir de nouveaux marchés

Au même titre que les activités du commerce extérieur, comme l'exportation et l'importation, les investissements directs permettent de pénétrer des marchés étrangers et de s'y implanter. Il existe deux manières d'y arriver: soit en reprenant partiellement ou totalement une entreprise locale existante (acquisition, investissement

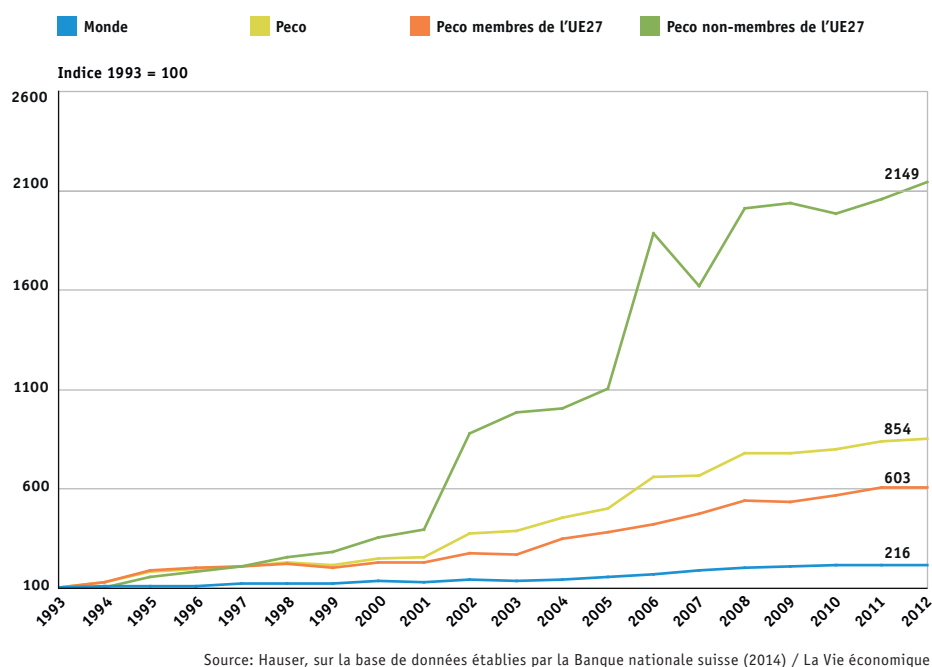
Graphique 1

### Évolution des investissements directs suisses en Europe centrale et orientale, stocks de capitaux (à la fin de l'année), 1993–2012



Graphique 2

### Évolution des investissements directs suisses en Europe centrale et orientale, effectifs du personnel (à la fin de l'année), 1993–2012



«brownfield»), soit en créant une nouvelle société, juridiquement indépendante ou dépendante – par exemple sous la forme d'une succursale ou d'une filiale (investissement «greenfield»).

Les données statistiques montrent que les investissements directs à l'étranger revêtent une grande importance pour notre économie. À la fin de 2012, les stocks de capitaux helvétiques investis à l'étranger s'élevaient à 1070,5 milliards de francs, un montant nettement supérieur au produit intérieur brut (PIB) de 591,9 milliards. Les entreprises suisses employaient au total plus de 2,9 millions de personnes à l'étranger. En même temps, elles comptaient 4,1 millions de collaborateurs en Suisse. Entre 1993 et 2012, les stocks suisses d'investissements directs au niveau mondial ont été pratiquement multipliés par huit, tandis que le personnel employé hors des frontières a plus que doublé.

### Comment les entreprises suisses investissent dans les Peco

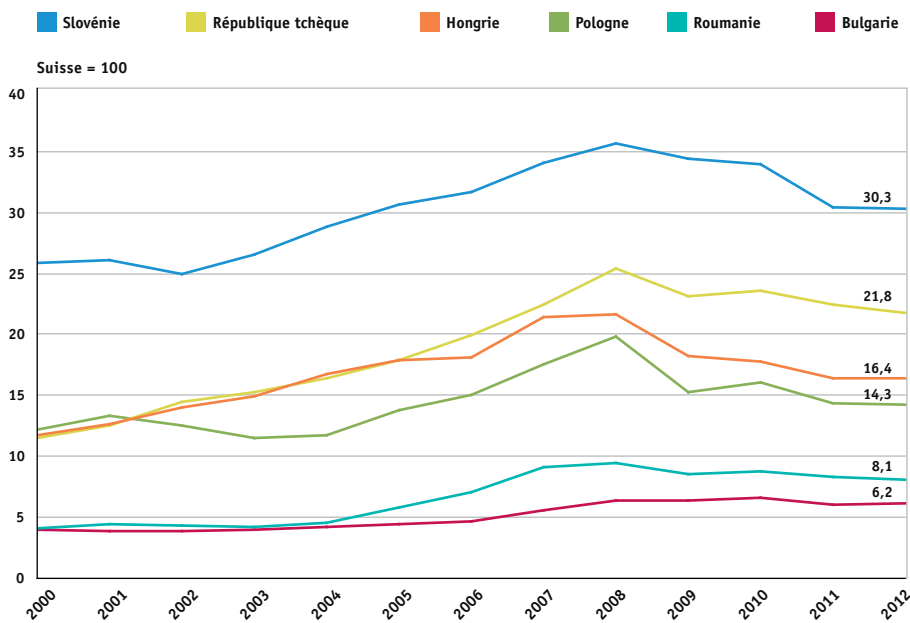
Fin 2012, les entreprises suisses avaient investi 47,9 milliards de francs dans les pays d'Europe centrale et orientale (Peco) et leurs filiales y employaient 292 820 personnes. Cela signifie que cette région absorbe 4,5% des investissements directs effectués par des sociétés suisses dans le monde et qu'elle représente 10,1% de leur personnel à l'étranger. Chaque million de francs investi dans les Peco correspond à 6,1 collaborateurs. Au niveau mondial, le rapport est de 2,7 collaborateurs pour 1 million de francs. Ces chiffres montrent clairement que les entreprises suisses pratiquent essentiellement des investissements à haute intensité de main-d'œuvre dans ces pays.

L'analyse de la répartition des investissements directs dans la région confirme ce constat. Elle révèle que les entreprises suisses ont investi 31,5 milliards de francs dans les Peco membres de l'UE27. Ces derniers attirent donc les deux tiers des capitaux suisses investis dans la région. Sur le plan des effectifs, la répartition est légèrement différente: les entreprises suisses emploient, à travers leurs filiales, 173 154 personnes dans les Peco membres de l'UE27, où les salaires sont généralement plus élevés que dans ceux ne faisant pas partie de l'UE. Ce nombre représente 59% du personnel travaillant pour des firmes suisses dans la région.

Parmi les États non-membres de l'UE27 en Europe centrale et orientale, la Fédération de Russie est de très loin le plus important pays destinataire d'investissements

Graphique 3

## Évolution des coûts de la main-d'œuvre industrielle dans quelques pays d'Europe centrale et orientale, 2000–2012



Source: Hauser, sur la base de données établies par la Banque nationale suisse (2014) / La Vie économique

directs suisses. Fin 2012, les stocks de capitaux suisses y atteignaient 12,5 milliards de francs. Cela correspond à 26,2% des investissements réalisés dans l'ensemble de la région et à 1,2% du volume investi au niveau mondial. À la même période, 72 924 personnes travaillaient pour des firmes suisses en Russie.

### Une évolution dynamique

Comme le montrent les graphiques 1 et 2, les investissements directs suisses en Europe centrale et orientale ont suivi une évolution très dynamique ces dernières années. Ainsi, les stocks de capitaux investis par des entreprises suisses dans la région ont été multipliés par 69 entre 1993 et 2012. Le nombre de collaborateurs employés a plus qu'octuplé durant la même période. Ces valeurs sont supérieures dans les Peco non-membres de l'UE27, puisque les stocks d'investissements suisses y ont été multipliés par au moins 130 et l'effectif du personnel par presque 21.

L'analyse chronologique montre que les entreprises helvétiques ont encore nettement étendu leur engagement dans la région après la crise économique et financière de 2008/09. Entre 2008 et 2012, les stocks suisses d'investissements directs dans les Peco ont pratiquement doublé. Par contre, le nombre de collaborateurs n'a augmenté que d'un petit 10%. Durant cette période, l'évolution a été légèrement supérieure dans les pays qui n'appartiennent

pas à l'UE27. Elle s'est avérée particulièrement dynamique en Russie, où les investissements se sont accrus de 134%.

Par ailleurs, l'intensité capitaliste des investissements en Europe centrale et orientale a nettement augmenté entre 1993 et 2012. Au milieu des années nonante, le rapport était encore d'environ cinquante collaborateurs pour un million de francs investis. C'était alors cinq fois plus que la moyenne mondiale. En 2012, la valeur régionale correspondait encore à un peu plus du double de la moyenne mondiale.

### La région offre d'intéressantes conditions d'implantation

Ces chiffres montrent que la survalorisation persistante du franc a incité de nombreuses entreprises suisses à déplacer des activités commerciales vers l'Europe centrale et orientale. Les conditions prévalant dans les vingt pays de l'ancien bloc soviétique semblent favorables. Les coûts de la main-d'œuvre y sont relativement bas. Dans le secteur industriel, ils représentent seulement 6,2% de la moyenne suisse en Bulgarie et 8,1% en Roumanie (voir graphique 3). En outre, la crise économique et financière mondiale a donné un sérieux coup de frein à la hausse des prix et des salaires, que l'on avait observée durant les années précédentes. Ce ralentissement, combiné avec l'appréciation du franc, contribue à un recul parfois considérable du coût du travail dans les Peco, en comparaison avec la Suisse. Ainsi, dans le cas de la Slovaquie, le rapport pour la main-d'œuvre industrielle était de 35,7% en 2008; il tombait à 30,3% en 2012. En Pologne, le tableau est similaire, les chiffres chutant de 19,8% à 14,3%. D'autres facteurs favorisent les investissements directs suisses en Europe centrale et orientale comme le fait que cette région est proche de la Suisse et qu'elle dispose d'un réservoir de travailleurs bien formés.

### Une région relativement peu importante pour la Suisse

Même si les investissements directs suisses ont connu une évolution très dynamique ces dernières années, la comparaison avec l'Allemagne et l'Autriche montre que la région continue de jouer un rôle plutôt mineur pour nos entreprises. Les graphiques 4 et 5 en témoignent. Fin 2012, les stocks d'investissements des entreprises allemandes dans les Peco atteignaient 121,6 milliards d'euros et leurs filiales employaient plus de 1,5 million de personnes. Cela signifie que 10,1% des investissements directs allemands

Encadré 1

#### Survivance des pays étudiés

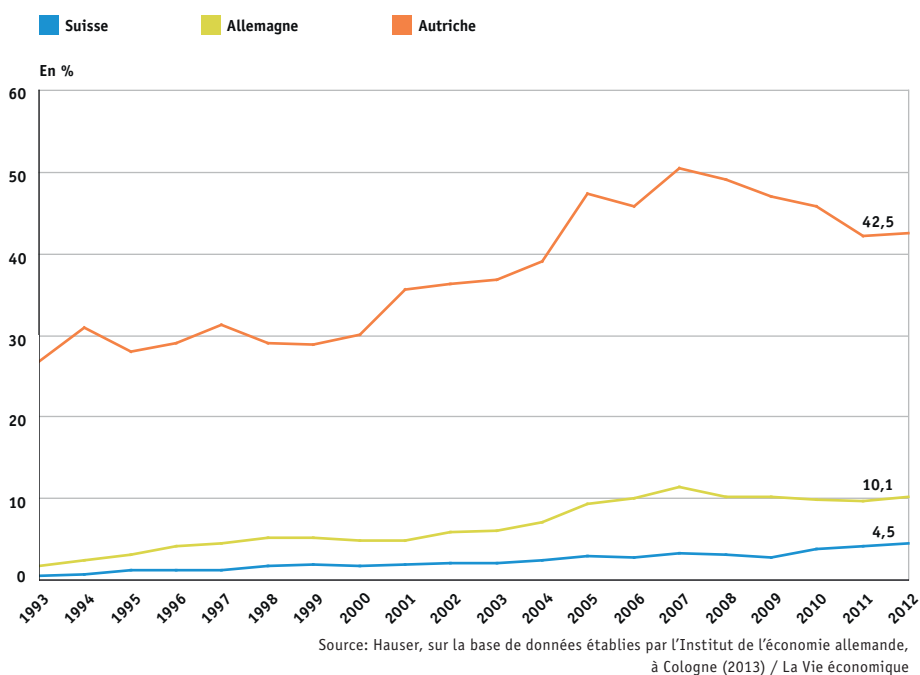
Cet article porte sur les pays d'Europe centrale et orientale suivants: Albanie, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Pologne, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque et Ukraine. Ils ont été classés en deux groupes pour l'analyse:

- les pays qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004 ou 2007 (UE27);
- les pays non-membres de l'UE.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2013, la Croatie est devenue le 28<sup>e</sup> État membre de l'Union européenne (UE28). L'étude présentée ici se base sur les données les plus récentes, qui couvrent jusqu'à la fin de l'année 2012. C'est pourquoi elle se réfère à l'UE27. Tandis que la Banque nationale autrichienne recense exclusivement les effectifs des participations directes à l'étranger, les chiffres fournis par la Banque nationale suisse et la Banque fédérale d'Allemagne incluent également les effectifs des participations indirectes.

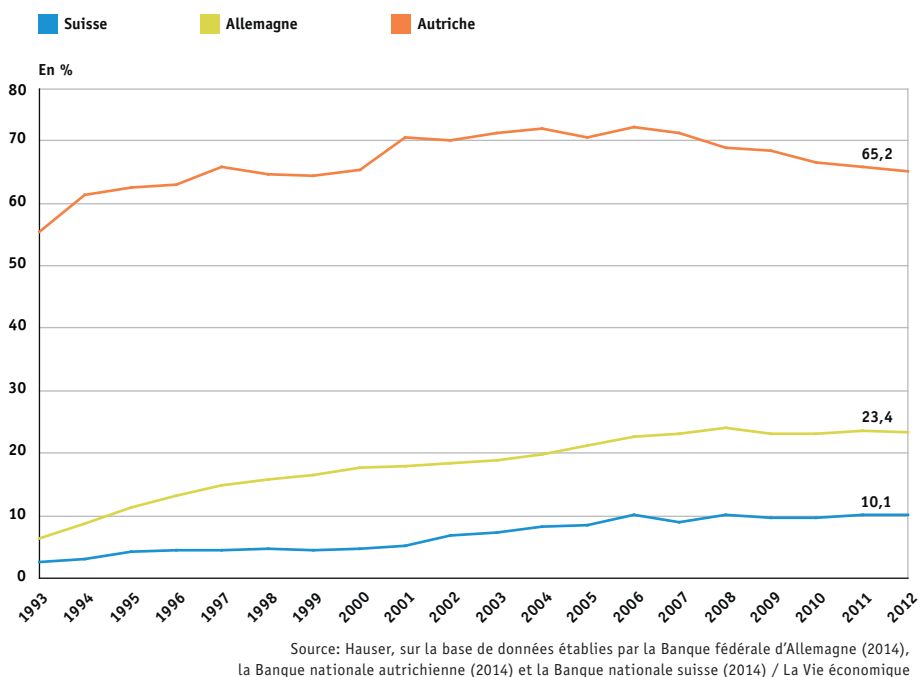
Graphique 4

### Évolution des investissements directs en Europe centrale et orientale par rapport aux investissements directs dans le monde, stocks de capitaux, 1993–2012



Graphique 5

### Évolution des investissements directs en Europe centrale et orientale par rapport aux investissements directs dans le monde, effectif du personnel, 1993–2012



Encadré 2

#### Bibliographie

- Banque fédérale d'Allemagne, *Bestand der unmittelbaren und mittelbaren deutschen Direktinvestitionen in Osteuropa* (analyse spéciale), 2014.
- Banque nationale autrichienne, *Österreichische Direktinvestitionen in Osteuropa* (analyse spéciale), 2014.
- Banque nationale suisse, *Investissements directs suisses en Europe de l'Est* (analyse spéciale), 2014.
- Hauser Christian, Lehmann Ralph et van den Bergh Samuel (éds), *Umgang mit kulturellen Barrieren bei Direktinvestitionen in Mittel- und Osteuropa – Handbuch für Schweizer Unternehmen*, 2010, HTW Chur Verlag, Coire, 2010.
- Institut de l'économie allemande, *Industrielle Arbeitskosten im internationalen Vergleich*, analyse spéciale, Cologne, 2013.
- Kutschker Michael et Schmid Stefan, *Internationales Management*, Oldenbourg/Munich, 7<sup>e</sup> édition remaniée et actualisée, 2011.
- Office fédéral de la statistique, *Statistique de l'emploi* (Statem), 2014.
- Office fédéral de la statistique, *Comptes nationaux*, 2014.

dans le monde sont destinés à l'Europe centrale et orientale, et que 23,4% des collaborateurs employés par des sociétés allemandes à l'étranger sont actifs dans cette région. Les investissements autrichiens montrent une orientation encore plus marquée à l'est. Fin 2012, les entreprises autrichiennes avaient investi 67,3 milliards d'euros dans les Peco et elles y employaient 511 741 collaborateurs. Cela correspond à 42,5% de leurs stocks mondiaux d'investissements et aux deux tiers de leurs effectifs à l'étranger.

#### L'inquiétude croît chez les investisseurs suisses

Ces dernières années, les entreprises suisses ont sensiblement renforcé leur présence en Europe centrale et orientale. Même si la Suisse n'applique pas automatiquement les sanctions internationales, ses investisseurs sont de plus en plus déstabilisés par les tensions qui règnent en Europe de l'Est sur le plan politique et économique. Si la situation actuelle devait perdurer ou se détériorer, il faudrait s'attendre à ce que les investissements des entreprises suisses fléchissent dans l'ensemble de la région. ■